

Politique identitaire et construction diasporique en Azerbaïdjan postsoviétique

Bayram BALCI

Introduction

Depuis son accession à l'indépendance, l'Azerbaïdjan s'est engagé dans un processus politique (interne et externe) complexe visant à renforcer le nouvel État issu de l'ex-empire soviétique. Dans cette politique, qui s'inscrit dans le débat théorique sur le *state-building*, les communautés azéries, azerbaïdjanaises de l'extérieur ou "coethniques" occupent une place primordiale. Appelées successivement *soydaş* "de même race", *vetendeş* "de même patrie" ou plus couramment "diaspora azerbaïdjanaise", ces communautés installées en dehors du territoire de l'actuel Azerbaïdjan méritent une attention particulière de la part du chercheur qui veut comprendre ce jeune État, tout juste remis de ses convulsions postsoviétiques.

Avant d'entrer dans les détails des relations entre l'État azerbaïdjanais et les Azéris de l'étranger, il convient de définir la *diaspora*, terme qui est au centre de tous les débats en Azerbaïdjan dès qu'il s'agit de liens avec les "frères" de l'extérieur. Les définitions – plurielles tant les situations sont différentes, selon que l'on se trouve chez les Azéris de Géorgie, de Russie, d'Iran, d'Europe, d'Amérique du Nord ou de Turquie – sont d'autant plus importantes qu'elles nous permettent de saisir les objectifs réels de l'État dans sa tentative de construction d'une politique diasporique.

La diaspora : cadre théorique

Le dictionnaire rappelle que le terme *diaspora* désignait à l'origine « une dispersion à travers le monde antique de Juifs exilés de leur pays et, par extension, la dispersion d'une communauté ou l'ensemble des membres dispersés d'une communauté ». Il s'agit là de l'acception la plus large. Chez Michel Bruneau (1995), le terme *diaspora* sert à désigner

Bayram BALCI, directeur de l'Institut français d'études sur l'Asie centrale de 2006 à 2010, travaille sur le renouveau islamique dans toute la sphère ex-soviétique. Ses recherches portent également sur les questions migratoires et les mutations politiques dans la même aire. Contact : balci_bayram@yahoo.fr

toutes sortes de phénomènes résultant de migrations de populations dans plusieurs pays, à partir d'un pays ou foyer émetteur.

En science politique, Gabriel Sheffer précise que « les diasporas modernes sont des minorités ethniques de migrants dans des pays d'accueil mais conservant des liens affectifs et matériels forts avec leur pays d'origine » (1986, pp. 1-15). Toute diaspora résulte d'une migration, qu'elle soit ou non volontaire, mais toute minorité ethnique n'appartient pas nécessairement à une diaspora. Cette définition nous paraît la plus pertinente, car elle insiste sur trois caractéristiques essentielles :

- la conscience et le fait de revendiquer une identité ethnique ou nationale ;
- l'existence de contacts, réels ou imaginaires, avec le pays d'origine ;
- l'existence d'une organisation politique, religieuse ou culturelle du groupe dispersé.

De ces définitions, il résulte que la diaspora est une construction sociale visant à établir et à maintenir des liens entre des populations migrantes qui se croient issues d'une même origine, réelle ou mythique, présentant de ce fait des caractéristiques propres qui les différencient des sociétés d'accueil. Les notions d'espace et de territoire de diaspora doivent être appréhendées d'abord dans les pays d'accueil, où le lien communautaire joue le rôle essentiel, puis dans le pays d'origine, pôle d'attraction, à travers une mémoire ; enfin par les relations qui relient ces différents pôles (Bruneau 1995).

Cette notion étant définie, il convient à présent de constater que la politique de l'État pour la diaspora azerbaïdjanaise vise en réalité deux catégories distinctes de population : les Azéris et les Azerbaïdjanais qui sont présents dans plusieurs pays du monde. Certaines de ces populations sont originaires du territoire de l'actuel Azerbaïdjan, d'autres ont une parenté ethnique ou linguistique avec les Azerbaïdjanais, d'autres encore, à peine conscientes de leur proximité ethnique ou linguistique avec les Azerbaïdjanais d'aujourd'hui, sont pourtant perçues comme coethniques par les autorités azerbaïdjanaises postsoviétiques. Ainsi, la définition retenue par les autorités officielles est-elle pour le moins extensive, puisque sont considérés comme faisant partie de la diaspora azerbaïdjanaise les Azéris de l'ex-URSS (notamment ceux vivant en Russie et en Ukraine), d'Iran, de Turquie, des États-Unis et d'Europe. Or chaque communauté entretient un rapport différent à l'État d'origine, en raison notamment de ses particularismes sociopolitiques.

Un intérêt croissant pour la diaspora azerbaïdjanaise

En Azerbaïdjan comme partout en Union soviétique jusqu'à la perestroïka, il était difficile de manifester un quelconque intérêt, encore moins d'établir le moindre lien, avec les groupes ethniques "frères"

établis à l'étranger (Kerimli 2001). Il en était ainsi envers les Azéris installés notamment en Europe, Turquie et Iran. Les rares contacts attestés entre Azéris soviétiques et Azéris d'Iran résultaient de tentatives d'instrumentalisation par Moscou des groupes ethniques iraniens (Nissman 1987) dans le but d'affaiblir Téhéran (Hasanli 2006). De manière générale, l'image des pays qui abritaient des "minorités" (qui représentaient néanmoins, en Iran, la majorité des Azéris) était plus que déplorable. La Turquie était, par exemple, perçue par le régime de Moscou comme un pays dangereux, car susceptible de constituer un modèle pour les Azéris ethniquement proches des Turcs anatoliens, et, par conséquent, présentée par la propagande officielle comme le lieu de toutes les perditions et de toutes les débauches.

La perestroïka rendra possible la relation avec les compatriotes installés à l'étranger. Comme ce fut souvent le cas dans l'histoire de l'Union soviétique, la première rupture a lieu à Moscou, avant de provoquer des ondes de choc dans la périphérie. Même s'il est difficile de la dater, la naissance de la fondation *Rodina* à Moscou, active dans la recherche de parents soviétiques (ou plutôt russes) à l'étranger, a une influence primordiale sur les peuples de la périphérie et leurs relations avec leurs "frères" de l'étranger. Ainsi, en Ouzbékistan et au Kazakhstan, un vif intérêt se fait jour pour les communautés coethniques installées à l'étranger – pas seulement dans les États voisins ex-soviétiques, mais aussi dans des pays plus lointains, comme l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Europe ou les États-Unis. En Ouzbékistan, des initiatives tant publiques que privées établissent des liens avec les Ouzbeks immigrés en Arabie Saoudite au lendemain des répressions staliniennes (Balci 2003, pp. 23-44). De la même manière, les Ouzbeks installés en Europe ou en Turquie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale suscitent l'intérêt des médias et des officiels du pays nouvellement indépendant. Parallèlement, les minorités kazakhes de Turquie, de Mongolie et de Chine exercent une fascination sur la société kazakhe, et les nouveaux dirigeants du pays cherchent à les placer au centre de leur politique de construction nationale.

En Azerbaïdjan, on voit émerger dès 1987 un intérêt pour les frères de l'étranger. Il semblerait que l'initiative des recherches sur les "compatriotes" ait été lancée par le gouvernement de l'époque. Le poète Elçin fonde très tôt une association visant au rétablissement des liens avec les Azéris installés à l'étranger. Nommée *Veten* "Patrie", celle-ci se dote d'un organe de presse très actif qui mobilise des milliers de personnes. La revue *Odlar Yurdu* "Terre de Feu", appellation qui rappelle l'héritage zoroastrien de l'Azerbaïdjan, est créée à la fin des années 1970 (Nissman 1987). Publiée chaque mois en écriture tantôt cyrillique, tantôt arabe ou latine, la revue s'exporte à l'étranger parmi les communautés azérophones, notamment en Turquie, en Europe, en Iran et, dans une moindre mesure, aux États-Unis.

Même si la revue a cessé de paraître, *Odlar Yurdu* constitue un précieux outil d'analyse de ce que furent les relations entre l'Azerbaïdjan et les diasporas azéries à l'étranger entre la perestroïka et la déclaration d'indépendance. Une lecture de ses colonnes permet de constater que de nombreux articles et dossiers ont été consacrés aux communautés azéries vivant à l'étranger, notamment celles installées dans des pays occidentaux. La très faible minorité azérie installée en France a fait l'objet de reportages réguliers. C'est en France en effet que certains des pères fondateurs de la première république d'Azerbaïdjan s'étaient exilés en 1920, alors qu'ils y effectuaient une mission diplomatique. De même, de larges études ont été consacrées à des sujets mettant en valeur le patrimoine culturel et intellectuel azéri. Des penseurs condamnés par la propagande soviétique furent réhabilités et remis au goût du jour grâce aux journalistes d'*Odlar Yurdu*. Chaque numéro était aussi l'occasion de faire paraître les très nombreuses petites annonces envoyées à la rédaction par des Azéris du monde entier désirant retrouver leurs proches.

Le tournant de l'indépendance

L'indépendance du pays a donné une nouvelle impulsion au développement des liens entre l'État et les groupes azerbaïdjanais de l'étranger. La fondation *Veten* poursuit ses activités jusqu'en 2002, date à laquelle elle cesse d'exister pour laisser place à un organisme doté d'un budget plus important et aux prérogatives élargies : le Comité d'État pour la coopération avec les Azerbaïdjanais de l'étranger. S'apparentant à un véritable ministère, ce comité est confié à un ancien ambassadeur, connu pour ses actions "d'unification" de la diaspora azerbaïdjanaise en Ukraine, à l'époque où il était en poste dans ce pays. Ce comité se subdivise en plusieurs sections qui correspondent chacune à un pays ou un ensemble de pays où vivent d'importantes communautés azérie¹. Lors de nos fréquentes visites, nous avons eu la possibilité de nous entretenir avec les responsables des sections Géorgie, Russie, Europe occidentale et États-Unis. Parallèlement à ce comité, un organisme en principe privé mais de fait financé par l'État, l'Association pour le développement des liens avec la diaspora azerbaïdjanaise, a été fondé. De même, pour encourager les recherches sur les Azéris de l'étranger, une chaire (*kafedra*) a été créée à l'Académie des sciences. Mais cette dernière est bien peu active, sans doute par manque de moyens. Cela ne signifie nullement que les recherches sur le sujet font défaut ; elles existent mais sont souvent menées par des personnes isolées, sans liens particuliers avec l'Académie des sciences.

¹ Voir le site de ce comité d'État : www.diaspora.az (dernière consultation le 20 octobre 2010).

Les diasporas azéries : véritable enjeu de politique extérieure

Des conditions précaires en Russie

La communauté azérie de Russie occupe une place primordiale dans la politique azerbaïdjanaise de défense de ses minorités de l'étranger. Du temps de l'Union soviétique, il existait déjà une importante communauté azérie installée dans la capitale russe et dans quelques grandes villes industrielles du pays. Au lendemain de l'indépendance, en raison des difficultés économiques, beaucoup d'Azéris se sont expatriés en Russie pour y trouver du travail et nourrir leurs familles restées au pays. On estime qu'à l'heure actuelle, plus de deux millions d'entre eux y vivent toujours. Très segmentée et divisée (pro-gouvernementaux contre fidèles de l'opposition), cette communauté rassemble différents individus allant des intellectuels partis vivre en Russie après la dislocation de l'Union aux vendeurs de fleurs et de fruits et légumes expatriés à cause de la récession économique.

Bien perçue pendant la période soviétique, la communauté azérie de Russie souffre depuis le début des années 1990 de la montée de la xénophobie dans la société russe, qui s'exerce à l'encontre de toutes les populations ex-soviétiques issues du Caucase ou d'Asie centrale. Des Azéris sont souvent agressés, voire assassinés, dans les grandes villes de la Fédération par des groupes criminels organisés. Par le biais de son comité d'État et de son ambassade, l'Azerbaïdjan tente d'aider cette communauté en l'encourageant à créer des associations (qui font l'objet de contrôle de la part des autorités, tant azerbaïdjanaises que russes).

Bakou accorde une importance cruciale à l'intégration de sa diaspora en Russie. Une détérioration de la situation obligerait cette dernière à rentrer au pays et mettrait fin aux envois de fonds qui font artificiellement survivre la fragile économie azerbaïdjanaise. C'est aussi pour cette raison que l'Azerbaïdjan est parfois obligé de céder à certaines exigences de la diplomatie russe.

Une adaptation problématique dans la Géorgie postsoviétique

Les Azéris de Géorgie présentent un intérêt particulier pour Bakou. Depuis le XVII^e siècle, quand Shah Abbas permit à des tribus turques du plateau iranien de migrer vers le Caucase et de s'installer sur le territoire de l'actuelle Géorgie, une importante communauté turco-azérie vit en Kvemo Kartli, notamment dans les villes et environs de Bolnisi, Marneuli et Dmanisi. Si, pendant la période soviétique, elle ne rencontra aucune difficulté majeure d'intégration du fait de ses particularités ethniques et linguistiques, elle connaît, depuis l'éclatement de l'URSS, de nombreux problèmes pour s'adapter aux nouvelles réalités sociopolitiques de la Géorgie. Elle jouit des mêmes droits citoyens et ne subit pas de réelle discrimination politique, mais ses droits de propriété ont été quelque peu bafoués au lendemain des privatisations qui ont suivi l'effondrement

soviétique. Craignant une revendication sécessionniste de la part des minorités ethniques dans les zones frontalières (où se trouvent les villes et les villages azéris), Tbilissi a restreint la privatisation des terres de façon discriminatoire pour les Azéris (Serrano 1999, pp. 231-251). En outre, du fait de leur très faible connaissance du géorgien, langue officielle du pays depuis l'indépendance, les Azéris se trouvent marginalisés et exclus des emplois administratifs où la connaissance de la langue est indispensable².

Pour améliorer le sort de cette communauté, l'État azerbaïdjanais déploie différents moyens souvent coordonnés par le Comité d'État pour la coopération avec les Azerbaïdjanais de l'étranger. Régulièrement, des demandes sont formulées auprès des autorités géorgiennes pour qu'elles s'efforcent de résoudre les problèmes que rencontrent les Azéris. À chaque visite officielle, la situation des Azéris de Géorgie fait partie des principaux dossiers de discussion entre Tbilissi et Bakou. La Direction des affaires spirituelles de Bakou, structure religieuse, est utilisée par l'État pour aider (et surveiller) leurs frères de Géorgie. Comme il est officiellement prévu par les législations azérie et géorgienne, le *cheikh-ul-Islam*, Allah Shukur Pachazadeh, principale autorité religieuse officielle en Azerbaïdjan, est également l'autorité islamique suprême en Géorgie. De ce fait, il est responsable de la nomination des *mollahs* et des *akhund* (l'équivalent de l'imam chez les chiites). En réalité, ce contrôle de Bakou ne s'effectue pas toujours avec l'efficacité escomptée, puisque l'islam des Azéris de Géorgie, notamment dans les villes de Marneuli et Dmanisi, est relativement autonome et subit même une forte influence iranienne. Des émissaires religieux venus d'Iran ont inauguré deux madrasas et une fondation qui, indépendamment des souhaits de Bakou et de son *Cheikh-ul-Islam*, propagent le message de leurs maîtres installés à Qom ou à Machad. Depuis l'Iran, le guide de la révolution islamique et *mujtahid* Ali Khameneï (guide religieux influent parmi les chiites et modèle spirituel pour les simples fidèles) et deux autres *mujtahid*, Fazil Lenkerani et Ali Sistani, bénéficient chacun de représentants au sein de la communauté azérie de Géorgie.

Les autorités azerbaïdjanaises se montrent compréhensives vis-à-vis de la politique de Tbilissi. Partenaire économique privilégié dans la région et unique voisin qui entretient des relations cordiales avec Bakou, la Géorgie bénéficie de l'aide de l'État azerbaïdjanais pour éventuellement contrôler la communauté azérie du Kvemo Kartli. Ainsi, dès les débuts de l'indépendance, quelques associations aux visées sécessionnistes ont vu le jour au sein de la communauté azérie, mais leur ardeur nationaliste fut très rapidement calmée par les autorités azerbaïdjanaises qui ne voulaient pas entrer en conflit avec le voisin géorgien (Serrano 1999).

² Entretien avec Suleyman Suleymanov, responsable de l'association *Azerbaycan*, Tbilissi, juin 2005.

Le cas particulier des Azéris d'Iran

La question des Azéris d'Iran est autrement plus complexe et délicate. Il ne s'agit pas pour l'État et les organisations azerbaïdjanaises de mettre en place une politique d'aide comme dans les cas russe et géorgien. En Iran, les Azéris se trouvent chez eux et ne constituent pas une communauté expatriée de son pays d'origine, comme le sont les Azéris de Russie et d'Europe. Plus de vingt millions d'Azéris vivent en Iran, notamment dans les régions du Nord, à Tabriz, Erdebil, Ourmiyeh et Téhéran, qui est sans doute la plus grande ville azérie du monde. Sans faire l'historique des relations entre les deux Azerbaïdjan, du Nord et du Sud, qui autrefois faisaient partie du même Empire séfévide, rappelons que, depuis la fin de l'Union soviétique, des franges de la droite nationaliste et panturquiste, dont le représentant le plus illustre fut l'ancien président Ebulfeyz Elçibey, ont cherché à alimenter le débat et à mener une politique de rapprochement avec les Azéris du Sud (Adiguzel 2000). Un des objectifs d'Ebulfeyz Elçibey et de son parti politique, le *Front Populaire*, était alors de réunifier les deux Azerbaïdjan pour ne former qu'une seule entité politique ethnique, linguistique et culturelle, régie par les principes de la solidarité panturquiste³.

En 1993, lorsque Heïdar Aliev arrive au pouvoir et met son pays sur les rails d'un certain réalisme politique, ce discours irrédentiste a totalement disparu des cercles officiels de l'État, même si quelques individus rêvent encore d'un Grand Azerbaïdjan qui ne serait plus divisé par l'Araxe. Pourtant, certains milieux proches du pouvoir ont parfois des attitudes et des propos qui montrent leur attachement à leurs frères du Sud. Des partis politiques, des fondations privées et des cercles intellectuels sont à l'écoute de ces discours de solidarité pan-azérie, tels les partis *Musavat* "Égalité" ou *Milli Dirjelish* "Renaissance nationale". Leur action consiste à soutenir, moralement ou matériellement, les représentants des Azéris du Sud réfugiés en Azerbaïdjan. Par exemple, le GAMOH (*Guney Azerbaycan Milli Oyanış Hareketi* "Mouvement de renaissance nationale de l'Azerbaïdjan du Sud") possède à Bakou, au moins jusqu'en 2006, une représentation semi-officielle⁴. Malgré les protestations de Téhéran, le GAMOH est toujours actif en Azerbaïdjan et ses représentants bénéficient d'un titre de séjour tout à fait légal accordé par le gouvernement azerbaïdjanais.

Une autre organisation azérie créée par des Azéris d'Iran, la DAK (*Dünya Azerbaycanlilari Kongresi* "Congrès international des Azerbaïdjanais"), connue pour ses activités "panazerbaïdjanistes" dans le monde et très mal perçue par le régime iranien, poursuit ses activités à Bakou. Son représentant local, Ferej Quliev, coordonne les activités de l'organisation en Azerbaïdjan tout en dirigeant le *Milli Dirjelish Partiyasi* "Parti du renouveau national", groupuscule aux idées très panturquistes.

³ Voir l'article de Gilles Riaux dans le présent volume.

⁴ Le siège de cette représentation a subi un incendie ravageur en mai 2003 mais il existe toujours (cf. le site du GAMOH, <http://www.gamoh.biz> consulté le 20 octobre 2010).

L'attitude officielle de l'État azerbaïdjanais par rapport aux Azéris du Sud et aux organisations qui les soutiennent est plus qu'ambivalente. Officiellement, et pour ne pas compliquer davantage les relations déjà difficiles avec le voisin du Sud, Bakou se refuse à toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Iran et exprime constamment son attachement au respect de l'intégrité territoriale de son voisin. Néanmoins, par le biais des organisations non-gouvernementales qu'il contrôle ou influence, le gouvernement azerbaïdjanais œuvre pour les Azéris du Sud. L'État multiplie les contacts pour que les organisations de la diaspora travaillent ensemble activement au rapprochement des Azéris. Le Comité d'État, tout en respectant les consignes du pouvoir, qui impose une stricte courtoisie vis-à-vis de l'Iran, met tout en œuvre pour que les relations culturelles entre les Azéris du Sud et ceux du Nord expatriés en Occident soient plus intenses.

*Les Azéris d'Occident,
une diaspora fictive mais choyée par l'État azerbaïdjanais*

Même s'ils demeurent minoritaires et parfois peu conscients de leur identité azérie, les Azéris vivant en Occident suscitent un vif intérêt au sein de l'État azerbaïdjanais qui, depuis une quinzaine d'années, déploie beaucoup d'énergie pour faire de ces "frères" des promoteurs de l'Azerbaïdjan. Pendant la période soviétique, l'émigration vers l'Europe fut minime. Entre 1915 et 1920, seuls quelques étudiants ont poursuivi des études en Europe (Abutalibov 2004), la plupart envoyés par l'éphémère République démocratique (1918-1920), dont une partie du corps diplomatique est d'ailleurs restée sur le vieux continent. Ils ont œuvré pour la promotion de la culture azérie en Europe et, parfois, pour la chute de l'Union soviétique. Entre la Turquie et les capitales européennes, ces intellectuels, à l'instar de Hüseyin Resulzade, de Jeyhun Hacibeyli ou d'Ali Merdan Topchubashi, ont diffusé la culture azérie dans leur pays d'exil (Imanov 2003). Ces immigrés ont ensuite été rejoints par les conscrits azéris de l'Armée soviétique, faits prisonniers pendant la Seconde Guerre mondiale (Abutalibov 2004).

Au lendemain de l'implosion de l'Union soviétique, de nombreuses recherches ont été effectuées en Azerbaïdjan pour retrouver ces intellectuels et analyser leur production culturelle, artistique et scientifique, afin de montrer au peuple d'Azerbaïdjan et au monde entier que le pays avait formé de grands intellectuels et fortement contribué aux progrès de la civilisation. Ces recherches se poursuivent et elles sont très activement soutenues par les autorités officielles, notamment par le Comité d'État pour la coopération avec les Azerbaïdjanais de l'étranger⁵. Récemment,

⁵ Vagif Arzumanli et Abid Tahirli sont les deux académiciens qui, ces dernières années, ont le plus travaillé sur des questions liées à l'immigration azerbaïdjanaise (cf. Arzumanli 2001, ouvrage très éclairant à ce sujet).

des centaines de jeunes Azéris sont venus en Europe poursuivre leurs études. L'État a cherché à les encadrer, à les organiser et à les mettre au service d'une politique de promotion de l'Azerbaïdjan à l'étranger. Primordiales pour l'avenir des relations entre l'État et les Azéris de l'étranger, les initiatives gouvernementales méritent une attention particulière.

En dépit des estimations officielles de la diaspora faites par le Comité, les Azéris vivant dans les pays occidentaux sont très peu nombreux. Ainsi, pour la France, l'État azerbaïdjanais fournit le chiffre de 70 000 individus, qui englobe probablement les Azéris originaires d'Iran installés en France au lendemain de la révolution islamique de 1979, mais aussi les Turcs originaires des régions orientales (Kars, Ardahan et Iğdir), linguistiquement très proches des Azéris. L'estimation selon laquelle un million d'Azéris vivraient aux États-Unis est probablement surévaluée et correspond, en grande partie, aux Azéris d'Iran ayant fui la révolution islamique. Les exagérations sont tout aussi spectaculaires quant au nombre d'Azéris vivant en Allemagne (300 000) et au Royaume-Uni (170 000)⁶. Au-delà de ces chiffres, il convient de s'interroger sur l'identité azérie de cette population expatriée et sur son sentiment de solidarité, très faible en réalité, avec la République d'Azerbaïdjan.

Les multiples facettes de l'identité des Azéris de Turquie

D'après les données officielles fournies par Bakou, plus de trois millions d'Azerbaïdjanais vivraient en Turquie. En langue azérie, le terme utilisé est *Azerbaycanlılar* "Azerbaïdjanais" et non "Azéri", autrement dit les personnes qui ont un lien avec le territoire historique de l'Azerbaïdjan comprenant l'Azerbaïdjan iranien. Or les enquêtes menées dans les provinces de Turquie considérées comme azerbaïdjanaises indiquent la présence d'Azéris et non d'Azerbaïdjanais. En effet, les Azéris vivant en Turquie n'ont jamais vécu sur le territoire de l'actuel Azerbaïdjan et, pour eux, la notion d'Azerbaïdjan en tant qu'État et nation est somme toute récente et reste intimement liée à la politique soviétique des nationalités (Swietochowski 2004). Il serait plus exact de considérer ces "Azerbaïdjanais" de Turquie comme des Turcs azéris chiites, dont l'implantation dans les provinces de Kars, Iğdir, Ardahan et Tuzluca est un héritage de la rivalité séculaire entre l'Empire ottoman et l'Empire séfévide, respectivement sunnite et chiite, une confrontation à base confessionnelle dont les traces sont encore perceptibles de nos jours dans la région. Des entretiens menés avec des Azéris de ces provinces orientales de la Turquie montrent que ceux-ci se considèrent tout d'abord comme Turcs, mais ils s'empressent d'ajouter qu'ils sont de religion chiite, comme les Azéris d'Iran. Autrement dit, le sentiment religieux joue un rôle fédérateur entre

⁶ Ces chiffres officiels relatifs au nombre d'Azerbaïdjanais vivant à l'étranger sont fournis par la revue *Diaspora* (n° 4, 2004) éditée par le Comité d'État des Azerbaïdjanais de l'étranger.

les Azéris de Turquie et ceux d'Azerbaïdjan. Il convient cependant de préciser que, dans leur quête de savoir et d'enseignement religieux, les Azéris chiïtes de Turquie ne se tournent pas vers l'Azerbaïdjan, mais vers l'Iran, dont les centres religieux sont bien plus prestigieux. Ainsi, les Azéris de Turquie, s'identifient-ils d'abord à la Turquie, ensuite à l'Iran et, accessoirement, à l'Azerbaïdjan postsoviétique. Si telle est la façon dont se définissent les Azéris de Turquie, qu'en est-il de leur perception par l'État azerbaïdjanais ? Comment celui-ci cherche-t-il à intégrer cette population dans son discours et dans sa politique, qui vise à renforcer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le sentiment national azerbaïdjanais ?

La politique diasporique de l'Azerbaïdjan

L'utilisation du terme *diaspora* témoigne de la manipulation dont font preuve les autorités azerbaïdjanaises vis-à-vis des communautés azéries de l'étranger. Définie brièvement au début de la présente étude, la *diaspora* au sens moderne doit être comprise comme une minorité ethnique de migrants vivant à l'étranger et conservant des liens affectifs et matériels forts avec leur pays d'origine.

Dans le cas des Azéris vivant hors de l'Azerbaïdjan, le terme dans son acception stricte n'est que peu ou pas pertinent, suivant le groupe dont il est question. Les Azéris de Géorgie et d'Iran ont une histoire commune liée à l'Iran des Safavides, même s'ils ont des peuplements différents : les premiers sont installés sur les territoires où le pouvoir impérial les a déportés ; les seconds vivent sur les terres où leurs ancêtres se sont sédentarisés. Dans les deux cas, ils résident dans des lieux qu'ils considèrent comme les leurs. Les Azéris d'Iran ne constituent pas une diaspora puisqu'ils demeurent sur le territoire de leurs ancêtres et qu'ils n'ont jamais été déportés ou chassés. Quant aux Azéris de Russie, d'Ukraine et d'Asie centrale, leur installation n'est pas le résultat d'un cataclysme, d'une contrainte qui les aurait éloignés du pays natal. Enfin, les Azéris d'Europe et d'Amérique du Nord forment de minuscules communautés dont Bakou aime à amplifier l'importance. En réalité, il serait plus correct de parler de communautés expatriées ou immigrées plutôt que de diaspora azerbaïdjanaise. Les seuls groupes azéris qui ont dû quitter brutalement leur terre natale sont ceux d'Arménie et du Karabakh, mais leur pays de refuge ayant été l'Azerbaïdjan, on ne peut parler de diaspora à leur propos. L'utilisation du terme relève donc d'une instrumentalisation des Azéris de l'étranger par un jeune État soucieux de se renforcer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières nationales.

La diaspora comme instrument de politique étrangère

L'État azerbaïdjanais accorde une grande importance à la coopération avec les communautés azéries expatriées pour des raisons politiques évidentes. Il s'agit avant tout de montrer et de rappeler aux Azerbaïdjanais

du pays qu'ils constituent un grand peuple, présent sur les cinq continents et que, de ce fait, ils peuvent et doivent être fiers de leur identité. Le même phénomène a été observé chez les autres peuples turcophones, en Asie centrale, où le processus de construction nationale consiste à convaincre le peuple qu'il forme une grande nation. Les théoriciens du nouvel État ont ainsi cherché à montrer, en insistant sur les qualités intellectuelles des migrants azéris et en rappelant l'ascendance azérie de tel grand penseur, poète ou écrivain installé à l'étranger, que le peuple azéri est l'un des architectes de la civilisation mondiale. On retrouve cette même rhétorique affirmant « nous avons participé à civiliser notre monde » en Turquie, où la République kémaliste avait, et a toujours dans une certaine mesure, pour coutume d'insister sur la grandeur des Turcs (Copeaux 1997, pp. 210-225), et en Asie Centrale, où les nouvelles républiques, plus particulièrement l'Ouzbékistan, ne cessent d'organiser des jubiléés commémoratifs de penseurs qui ont contribué à la civilisation⁷. Des États comme le Maroc ou l'Algérie ont aussi souvent utilisé leur communauté expatriée à des fins nationalistes. Le vif intérêt porté aux communautés coethniques permet à un jeune État comme l'Azerbaïdjan de dépasser les limites de son territoire national et de rêver à une certaine grandeur sur la scène internationale. Enfin, des avantages économiques (rapatriement de fonds, investissements dans le pays d'origine) et politiques (soutien à la politique étrangère du pays d'origine) peuvent motiver un État à tisser des liens forts avec ses ressortissants installés à l'étranger. En cela, l'Azerbaïdjan ne fait qu'imiter d'autres États qui ont fait de leur diaspora une ressource politique.

La diaspora comme moyen d'affirmer sa grandeur nationale

L'autre désir, sans doute le plus important – même s'il n'est jamais exposé de façon explicite –, est de transformer les communautés azéries installées à l'étranger en groupes de pression susceptibles de soutenir le pays dans sa lutte politique contre le grand rival arménien, notamment pour faire pression sur la question du Karabakh et des territoires occupés. L'Arménie occupe une place de poids sur la scène internationale car elle bénéficie de l'appui du lobby que constitue sa diaspora présente sur les cinq continents.

Les autorités azerbaïdjanaises ont donc cherché à fédérer les différentes communautés expatriées, entre elles mais aussi avec l'État. Des partenariats ont été développés par les autorités et les organismes privés avec des associations de migrants turcs à l'étranger. En Europe et aux États-Unis en particulier, les mouvements associatifs turcs et les associations créées par des étudiants azerbaïdjanais sont très proches. Il s'agit là d'un phénomène constant : les groupes associatifs ou les partis politiques

⁷ Ainsi de grandes figures de la civilisation musulmane comme Avicenne, Biruni ou Oulougбек font l'objet d'un culte particulier en Ouzbékistan.

turcs se sont toujours portés volontaires pour aider leurs “frères du monde turc” à défendre leurs intérêts. Par exemple, les organisations nationalistes ouïgoures qui luttent contre le régime de Pékin pour la libération du Turkestan oriental ont souvent bénéficié des aides théoriques et logistiques de certains mouvements panturquistes.

Enfin, il convient de souligner que le travail de mise en réseau des organisations azerbaïdjanaises à l'étranger avec l'État azerbaïdjanais est souvent l'œuvre des ambassades azerbaïdjanaises, où officie toujours un représentant du Comité d'État pour la coopération avec les Azerbaïdjanais de l'étranger. Celui-ci a pour fonction d'inciter les étudiants à créer des associations et à s'intégrer dans l'univers associatif du pays de résidence. Il doit également veiller à ce que la communauté azerbaïdjanaise ne soit pas utilisée par les partis politiques de l'opposition, qui trouvent souvent un plus grand espace de liberté à l'étranger qu'à l'intérieur des frontières nationales.

Conclusion

Il existe un lien fort entre la volonté manifestée par Bakou pour mettre en place une politique diasporique et la situation de sortie d'empire (soviétique) dans laquelle se trouve le pays depuis son accession à l'indépendance. Dans toutes les républiques ex-soviétiques, la dislocation de l'URSS a conduit à porter un regard nouveau sur les “frères” de l'extérieur et, au cours du temps, à mettre en place une politique publique pour gérer les relations avec eux. En Azerbaïdjan, pendant les dix premières années de l'indépendance, si les discours de solidarité avec les communautés coethniques ont abondé, peu d'actions concrètes ont été menées pour développer les liens entre l'État et les Azerbaïdjanais de l'extérieur. La création du Comité d'État pour la coopération avec les Azerbaïdjanais de l'étranger, principal jalon d'une prise en charge politique de la diaspora, n'intervient qu'en 2002. De surcroît, elle a été à l'initiative du président le moins panturquiste de tous ceux qu'a connus l'Azerbaïdjan postsoviétique, Heïdar Aliev.

La construction de l'État à laquelle Bakou a dû s'atteler après la dislocation de l'empire a poussé les autorités à s'intéresser davantage aux communautés coethniques, celles-ci faisant partie du processus de construction nationale, au même titre que la réécriture de l'histoire ou la conception de nouveaux manuels scolaires présentant la nouvelle idéologie nationale. À l'intérieur des frontières, il est important de donner au peuple un sentiment de fierté en lui montrant qu'il est grand, qu'il dispose de représentants dans de nombreux pays étrangers et que certains ont brillamment réussi. Au niveau international, ceux-ci peuvent permettre de trouver des alliés et procurer des appuis au jeune État à peine libéré du joug soviétique.

Bien qu'il soit prématuré d'établir un bilan, les résultats de cette politique sont mitigés. L'idée d'une diaspora azérie et d'un lobby pro-azéri organisé à partir de l'étranger reste à construire. Le principal obstacle à sa mise en place vient du fait que l'État azerbaïdjanais applique une politique similaire avec chacune des communautés azerbaïdjanaises de l'étranger, alors que celles-ci n'ont pas la même façon de définir leur "azerbaïdjanité" et ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes dans leur pays de résidence. Les exemples de la Turquie et de l'Iran témoignent des divergences d'intérêts au sein de ces communautés. Les Azéris de Turquie ont été turquifiés, voire "anatolisés", et ont adopté une attitude favorable à Ankara qui ne correspond pas toujours aux intérêts de Bakou. Quant aux Azéris d'Iran, qui ont souvent quitté le pays au lendemain de la révolution islamique, ils ne sont pas toujours sensibles aux préoccupations de l'Azerbaïdjan postsoviétique. Bien souvent, leur militantisme s'affirme dans le cadre de l'immigration iranienne et s'inscrit dans la lutte contre le régime des ayatollahs. Même si leur langue les rapproche, Azéris du Nord et du Sud ne défendent pas les mêmes causes et ne poursuivent pas les mêmes objectifs. Ainsi, au sujet du conflit avec l'Arménie, les Azéris du Nord peinent à mobiliser leurs frères du Sud qui vivent en bon voisinage avec Erevan, comme avec la communauté arménienne d'Iran.

La dimension temporelle est souvent insuffisamment prise en compte par les acteurs et les analystes de la diaspora. Les Azerbaïdjanais, outre leur faiblesse numérique, ne possèdent des communautés expatriées que depuis une période récente. Celles d'Europe – vivant depuis seulement une dizaine d'années sur le vieux continent – sont les plus sensibles aux préoccupations de Bakou. Les Azéris de Turquie et d'Iran, expatriés depuis les années 1970 et 1980, sont eux à peine conscients de leur identité azérie. Seuls les étudiants récemment envoyés à l'étranger par Bakou – quelques dizaines – sont réellement engagés dans un militantisme pro-azerbaïdjanais, mais leurs discours n'ont que très peu d'impact sur leur société d'accueil. La construction d'une diaspora et d'un groupe de pression sont des processus de longue haleine, qui exigent une bonne intégration dans les sociétés d'accueil, ce qui n'est pas le cas des communautés azerbaïdjanaises.

En outre, pour être efficace, un groupe de pression doit être basé dans un pays qui possède une certaine influence sur la scène internationale. Or les Azerbaïdjanais expatriés sont trop peu nombreux à vivre en Europe et aux États-Unis, où se prennent des décisions qui peuvent intéresser l'avenir de leur pays. Enfin, alors que la religion joue souvent un rôle crucial dans l'organisation des liens entre la diaspora et l'État d'origine, les Azerbaïdjanais de l'étranger ne possèdent pas d'Église ou de structure religieuse qui pourrait leur donner corps (et âme), les aider à se structurer et à se mobiliser pour le pays. D'une part, l'État comme les groupes diasporiques sont séculiers ; d'autre part, le clivage chiite/sunnite

qui traverse le pays empêche toute union et toute solidarité fondée sur le sentiment religieux.

Bakou cherche à organiser sa diaspora en un groupe de pression sur le modèle du lobby arménien, dont il surestime le pouvoir, pour sensibiliser la communauté internationale à la question du Karabakh et afin de contraindre Erevan à négocier. Cependant, la conviction qu'un groupe de pression peut être constitué par décret ou par simple volonté politique apparaît très naïve.

Bibliographie

- ABUTALIBOV Ramiz
2004 « Azerbajžancy vo Francii. Iz istorii političeskoj èmigracii », *Irs* n° 2 [Bakou], pp. 4-7.
- ADIGUZEL Hüseyin
2000 *Özbekistan Birlik Halk Hareketi ve Azerbaycan Halk Cephesi* [Mouvement populaire d'Ouzbékistan et Front populaire d'Azerbaïdjan], Istanbul, İnsan ve Demokrasi Vakfı.
- ARZUMANLI Vagif
2001 *Azerbaycan Diasporu* [Diaspora azerbaïdjanaise], Bakou, Qartal.
- BALCI Bayram
2003 « Les Ouzbeks d'Arabie Saoudite entre intégration et renouveau identitaire via le pèlerinage », *Central Asian Survey* vol. 22 n° 1, pp. 23-44.
- BRUNEAU Michel (dir.)
1995 *Diasporas*, Montpellier, Gireclus.
- COPEAUX Étienne
1997 *Espace et temps de la nation turque, analyse d'une historiographie nationaliste*, Paris, CNRS.
- HASANLI Jamil
2006 *At the Dawn of the Cold War: The Soviet-American Crisis over Iranian Azerbaijan, 1941-1946*, New York, Rowman & Littlefield.
- IMANOV Vügar
2003 *Ali Merdan Topçubaşı (1865-1934): Lider Bir Aydın ve Bağımsız Azerbaycan Cumhuriyeti'nin Temsili* [Ali Merdan Topçubaşı, un intellectuel charismatique et représentant de la république d'Azerbaïdjan], Istanbul, Boğaziçi Üniversitesi.
- KERIMLI E'tibar
2001 *Moskvada Azerbaycan Diasporu, Nezeriyye ve Praktika* [La diaspora azerbaïdjanaise à Moscou, aspect théorique et pratique], Bakou, Shusha.
- NISSMAN David B.
1987 *The Soviet Union and Iranian Azerbaijan: The Use of Nationalism for Political Penetration*, Boulder, Westview Press.

SERRANO Silvia

1999 « Les Azéris de Géorgie. Quelles perspectives d'intégration ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* n° 28, pp. 231-251.

SHEFFER Gabriel (ed.)

1986 *Modern Diasporas in International Politics*, London, Sydney, Croom Helm.

SWIETOCHOWSKI Tadeusz

2004 *Russian Azerbaijan, 1905-1920: The Shaping of National Identity in a Muslim Community*, Cambridge, Cambridge University Press.

Principaux sites Internet consultés

- Comité d'État pour les Azerbaïdjanais vivant à l'étranger : www.diaspora.az
- Site semi-officiel des Azerbaïdjanais vivant à l'étranger : <http://azerbaijan.az>
- European Azerbaijan Society: <https://www.t-e-a-s.eu>
- Association des Azerbaïdjanais de France : <http://www.maisondelazerbaïdjan.fr>
- Congrès mondial des Azerbaïdjanais (Dünya Azərbaycanlılar Kongresi, DAK) : www.dak.org
- Agence de presse azerbaïdjanaise : www.azworld.org

Résumé

Comme la plupart des pays de l'ex-URSS qui, dès leur accession à l'indépendance, se sont mis à s'intéresser à leurs ressortissants ou "coethniques" situés en dehors des frontières nationales, l'Azerbaïdjan a, dès le milieu des années 1990, mis sur pied une politique visant à créer des relations fortes avec les Azéris disséminés partout à l'étranger. Ainsi, l'État azerbaïdjanais soutient les associations azerbaïdjanaises en Russie, en Europe occidentale, aux États-Unis en les incitant à se fédérer et à travailler avec lui. L'objectif est de faire en sorte que ces associations se transforment en groupes de pression dans leur pays de résidence. Même s'il n'est pas clairement avoué, l'objectif de cette politique est de former un lobby pro-azerbaïdjanais, sur le modèle du lobby pro-arménien, et de faire contribuer ainsi les ressortissants expatriés au rayonnement international de l'Azerbaïdjan. Politique ambitieuse, elle se heurte à plusieurs difficultés car elle oublie qu'un groupe de pression se crée sur le long terme, et rarement sur décret présidentiel.

Abstract

Identity policy and the construction of diaspora in post-Soviet Azerbaijan

Like most of the other former Soviet republics when they gained their independence, Azerbaijan became interested in the fellow countrymen and co-ethnics living outside the new national boundaries. In the mid 1990s, the state drew up a special policy to develop contacts with Azeri people abroad, to encourage and support Azeri associations in Russia, Western Europe, the United States, so as to

develop cooperation. The main objective, although it was not confessed, was to turn these organizations and associations into lobbying groups, on the model of the Armenian lobby groups of the diaspora and have expatriated compatriots to contribute to the international influence and reputation of independent Azerbaijan. However, this ambitious policy faces several difficulties as the state tends to forget that lobby groups emerge in the long run within a diaspora and can hardly be created from scratch by presidential decree.

Mots-clés : Azerbaïdjan, diaspora, identité, Azéris, groupes de pression.

Keywords: Azerbaijan, diaspora, identity, Azeri, lobby.